CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 78.224/4
du 13 octobre 2025

sur

un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'Accord-cadre avancé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part, fait à Bruxelles le 13 décembre 2023'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 78.224/4
van 13 oktober 2025

over

een voorontwerp van wet 'houdende instemming met de Geavanceerde kaderovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en de Republiek Chili, anderzijds, gedaan te Brussel op 13 december 2023'

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

Le 15 septembre 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et de la Coopération au développement à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'Accord-cadre avancé entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part, fait à Bruxelles le 13 décembre 2023'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 13 octobre 2025. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Géraldine ROSOUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 13 octobre 2025.

*

Op 15 september 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Buitenlandse Zaken, Europese Zaken en Ontwikkelingssamenwerking verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende instemming met de Geavanceerde kaderovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en de Republiek Chili, anderzijds, gedaan te Brussel op 13 december 2023'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 13 oktober 2025. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Géraldine ROSOUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 13 oktober 2025.

*

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ‡ ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

1. Dans son avis 77.467/VR donné le 7 avril 2025 sur un avant-projet de décret de la Communauté flamande et de la Région flamande portant assentiment au même accord-cadre avancé que celui sur lequel porte l'avant-projet à l'examen, la section de législation a formulé les observations suivantes :

« [Traduction]

PORTÉE DE L'AVANT-PROJET

2. L'avant-projet de décret de la Communauté flamande et de la Région flamande soumis pour avis a pour objet de porter assentiment à l'Accord-cadre avancé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part, fait à Bruxelles, le 13 décembre 2023 (ci-après : l'Accord) (article 2 de l'avant-projet).

Conformément à l'article 1.1 de l'Accord, celui-ci a pour objectif de réaffirmer l'association entre les parties 'sur la base d'un partenariat renforcé, d'un dialogue politique consolidé et d'une coopération améliorée sur les questions d'intérêt mutuel, y compris l'innovation dans tous les domaines concernés' (a), de favoriser l'accroissement du commerce et des investissements entre les parties 'en élargissant et en diversifiant leurs relations commerciales, ce qui devrait contribuer à une croissance économique plus élevée et à une meilleure qualité de vie' (b) et de renforcer les relations de coopération existantes entre les parties, 'y compris la coopération internationale en faveur du développement durable et les travaux conjoints, afin de contribuer à la mise en œuvre du programme 2030' (c).

Dans ce but, l'Accord comporte un cadre pour le dialogue politique et la coopération (partie II) ainsi que pour le commerce et les questions liées au commerce (partie III). L'accord contient également une partie 'Principes généraux et objectifs' (partie I) et une partie 'Cadre institutionnel général' (partie IV) et compte aussi un certain nombre d'annexes, d'appendices et de protocoles, qui font partie intégrante de l'Accord (article 41.8 de l'Accord).

‡ S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

COMPÉTENCE

3.1. Lors de sa réunion du 10 octobre 2023, le groupe de travail traités mixtes a qualifié l'Accord de traité mixte requérant l'assentiment de l'autorité fédérale, des communautés, des régions et de la Commission communautaire commune, mais pas de la Commission communautaire française [1].

La section de législation ne peut toutefois se rallier à ce point de vue. Tant les dispositions horizontales et générales de la partie II de l'Accord (relatives aux droits fondamentaux, à la bonne gouvernance et à la coopération administrative) que les articles 5.5 et 5.6 de l'Accord portent en effet sur des matières qui relèvent en partie des compétences que la Communauté française a transférées à la Commission communautaire française (et à la Région wallonne) en ce qui concerne la politique de santé, visée à l'article 5, § 1er, I, de la loi spéciale du 8 aout 1980 'de réformes institutionnelles' et l'aide aux personnes, visée à l'article 5, § 1er, II, de la même loi spéciale [2].

Le caractère mixte de l'Accord doit dès lors être étendu à la Commission communautaire française [3].

3.2. L'accord est signé pour le Royaume de Belgique assorti de la formule suivante :

'Deze handtekening verbindt eveneens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Cette signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

Diese Unterschrift bindet zugleich die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt'.

---

[1] *Note de bas de page 2 de l'avis cité* : Ce qu'a confirmé la Conférence interministérielle de la politique étrangère (voir la lettre du 21 novembre 2023 du président de la CIPE et le rapport du groupe de travail traités mixtes du 16 janvier 2024).

[2] *Note de bas de page 3 de l'avis cité* : Voir l'article 3, 6° et 7°, du décret spécial de la Communauté française du 3 avril 2014 'relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française' et du décret de la Commission communautaire française du 4 avril 2014 'relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française'.

[3] *Note de bas de page 4 de l'avis cité* : Le fait que le caractère mixte de l'Accord actuel établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part, fait à Bruxelles le 18 novembre 2002, valait aussi pour la Commission communautaire française n'a pas été contesté à l'époque (voir l'avis C.E. 34.836/4 du 25 février 2003 sur un avant-projet devenu le décret de la Commission communautaire française du 16 mai 2003 'portant assentiment à l'Accord établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part'). En ce qui concerne l'Accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres d'une part, et la République kirghize, d'autre part, fait à Bruxelles le 25 juin 2024, qui fait l'objet d'un avant-projet de décret d'assentiment (Communauté flamande et Région flamande), sur lequel la section de législation donne ce jour l'avis 77.466/VR, il a également été reconnu que son caractère mixte concernait aussi la Commission communautaire française.

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

Compte tenu notamment de l'observation 3.1, ces formulations doivent s'entendre comme engageant également la Commission communautaire française puisqu'en exécution de l'article 138 de la Constitution, elle exerce des compétences de la Communauté française. Par souci de sécurité juridique, il eût été néanmoins préférable que sa mention expresse en ait été faite dans la formule citée [4-5].

EXAMEN DE L'ACCORD

4.1. Dans le cadre d'un avant-projet de décret portant assentiment à un traité, la section de législation du Conseil d'État peut entre autres étendre son examen aux suites qu'appellerait le traité dans l'ordre juridique interne belge. En exécution des obligations résultant de l'Accord et pour satisfaire à celles-ci, les mesures nécessaires devront en effet être prises et les adaptations nécessaires devront être apportées à la réglementation dans l'ordre juridique belge, et ce en principe au plus tard au moment de l'entrée en vigueur internationale des dispositions de l'Accord.

À la lumière de ce qui précède, force est de constater que certaines mesures prévues par l'Accord ne sont pas intégrées dans l'ordre juridique belge.

4.2. Ainsi, l'Accord instaure une procédure de notification et d'information concernant des propositions législatives et des procédures générales en matière de douanes et d'échanges commerciaux (article 11.13 de l'Accord), des dispositions législatives et réglementaires d'application générale en matière de services financiers (article 25.13 de l'Accord) et des règlements techniques majeurs susceptibles d'avoir une incidence significative sur le commerce de marchandises (article 16.10 de l'Accord).

On peut également relever l'article 35.3 de l'Accord, qui dispose que chaque partie fournit une explication 'de l'objectif et de la justification de ses dispositions législatives et règlementaires, procédures, décisions administratives d'application générale et décisions judiciaires concernant toute question relevant de la présente partie du présent accord' (paragraphe 2) et prévoit 'un délai raisonnable entre la date de publication et la date d'entrée en vigueur des dispositions législatives et réglementaires en ce qui concerne toute question relevant de la présente partie du présent accord, sauf lorsque cela n'est pas possible pour des raisons d'urgence' (paragraphe 3). Sur ce point, force est de constater que l'explication mentionnée au paragraphe 2 n'est actuellement pas systématiquement disponible pour les arrêtés de gouvernement et les arrêtés ministériels dans l'ordre juridique belge. En ce qui concerne le paragraphe 3, on n'aperçoit pas clairement si cette disposition implique une limitation généralisée de la possibilité de rétroactivité [6].

[4] *Note de bas de page 5 de l'avis cité* : Ceci nécessite une modification de l'accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'État fédéral, les communautés et les régions 'relatif aux modalités de conclusion des traités mixtes' (en particulier de l'article 8, alinéa 3, et des commentaires correspondants) et des formules de signature arrêtées sur la base de celui-ci par la Conférence interministérielle de la Politique étrangère le 17 juin 1994.

[5] *Note de bas de page 6 de l'avis cité* : Pour sa part, la Commission communautaire commune ne doit pas être explicitement mentionnée, étant donné qu'elle n'a que des compétences limitées sur le plan international et qu'elle n'est notamment pas compétente pour conclure des traités (voir l'article 135 de la Constitution, l'article 63 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises' et l'article 16, § 1er, de la loi spéciale du 8 aout 1980 'de réformes institutionnelles').

[6] *Note de bas de page 7 de l'avis cité* : Selon la légisprudence constante du Conseil d'État, section de législation, l'attribution d'un effet rétroactif aux arrêtés peut être réputée admissible lorsque la rétroactivité repose sur une base légale, ou qu'elle concerne une règle qui confère des avantages dans le respect du principe de l'égalité, ou qu'elle s'impose pour assurer la continuité ou le bon fonctionnement de l'administration et ne porte pas atteinte, en principe, à des situations acquises.

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

En outre, l'article 16.10, paragraphe 8, de l'Accord, combiné avec l'article 16.2, paragraphe 1, de celui-ci, dispose que chaque partie veille à ce que les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité qu'elle a adoptés, tels que définis dans l'accord OTC [7] et qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur les échanges de marchandises entre les parties, soient publiés sur des sites Internet officiels ou des journaux officiels en ligne accessibles gratuitement. Cette exigence n'est actuellement satisfaite que dans la mesure où les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité adoptés dans l'ordre juridique belge seraient des 'normes publiées par le Bureau de normalisation' ou des 'normes spécifiquement belges' relevant du champ d'application de l'article VIII.2 du Code de droit économique [8].

5. Les parties à l'Accord souhaitent établir une zone de libre-échange en conformité avec l'article XXIV du GATT de 1994 et l'article V de l'AGCS [9]. Le commerce des marchandises et des services ainsi que les activités d'investissement font l'objet d'une libéralisation accrue.

La réalisation de l'objectif précité suppose un examen de l'ensemble de la législation interne dans les secteurs concernés au regard des inégalités de traitement éventuelles [10] de vendeurs, prestataires de services et investisseurs du Chili. Étant donné que les droits et obligations résultant de l'Accord n'ont pas d'effet direct [11] – tout en étant certes contraignants pour les parties –, les autorités compétentes doivent elles-mêmes supprimer les obstacles au commerce incompatibles avec l'Accord en apportant de manière active les aménagements nécessaires à la réglementation.

6. L'article 28.5, paragraphe 1, de l'Accord, qui concerne la diffusion de l'information en matière de marchés publics, dispose que chaque partie publie dans les plus brefs délais les décisions judiciaires 'dans le média électronique ou papier pertinent, officiellement désigné à l'échelon national, qui a une large diffusion et reste facilement accessible au public'.

Bien que les arrêts du Conseil d'État en matière de marchés publics soient accessibles au public sur le site Internet du Conseil d'État et qu'un certain nombre de décisions des cours et tribunaux de l'ordre judiciaire soient consultables grâce à la banque de données Juridat, tel n'est pas le cas pour toutes les décisions judiciaires de ces cours et tribunaux en matière de marchés publics. L'article 28.5, paragraphe 1, de l'Accord impose néanmoins de prévoir une publication de ces décisions judiciaires.

---

[7] *Note de bas de page 8 de l'avis cité* : À savoir l'Accord sur les obstacles techniques au commerce figurant à l'annexe 1A de l'Accord sur l'OMC : voir l'article 8.3, w), de l'Accord.

[8] *Note de bas de page 9 de l'avis cité* : S'il devait s'agir d'une norme autre que les normes spécifiquement belges qui sont rendues obligatoires et à propos desquelles l'article VIII.2, alinéa 2, du Code de droit économique dispose que celles-ci sont *mises à disposition* gratuitement par l'auteur de la réglementation d'une manière telle que les droits d'auteur sur ces normes sont respectés, l'exigence de la *publication* gratuite sur un site Internet ne serait en revanche pas remplie.

[9] *Note de bas de page 10 de l'avis cité* : Article 8.1 de l'Accord.

[10] *Note de bas de page 11 de l'avis cité* : On notera à cet égard les dispositions relatives au traitement national (par exemple les articles 9.4, 17.9, 17.10, 18.4, 25.3, 25.4 et 25.16 de l'Accord) et les dispositions relatives au traitement de la nation la plus favorisée (par exemple les articles 17.11, 18.5 et 25.5 de l'Accord).

[11] *Note de bas de page 12 de l'avis cité* : Voir l'article 41.10 de l'Accord.

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

La *Pasicrisie*, à laquelle il est fait référence dans l'annexe 28-A de l'Accord, en exécution de l'article 28.5, paragraphe 2, de cet Accord [12], ne suffit assurément pas à remplir cette obligation. Par ailleurs, force est de constater que cette référence est peu pertinente [13], et qu'il serait préférable de renvoyer à la banque de données des arrêts sur le site Internet du Conseil d'État et à la banque de données Juridat précitée [14].

7.1. Les parties à l'Accord s'engagent à coopérer dans différents domaines, souvent au départ d'un accord visant à franchir les étapes en vue de la ratification et de la mise en œuvre de traités multilatéraux relatifs à la matière concernée. Bien que la Belgique soit déjà partie aux traités (de base) multilatéraux relatifs à différentes matières visées par l'Accord, tel n'est pas toujours le cas. Pour un certain nombre d'autres traités se pose la question de savoir si la Belgique les a effectivement déjà mis en œuvre et exécutés, comme l'exige l'Accord.

Ainsi, en portant assentiment à l'Accord, la Belgique s'engage à prendre des mesures visant la signature ou la ratification d'instruments internationaux de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, et à mettre ceux-ci pleinement en œuvre [15]. La Belgique n'a cependant pas signé le 'Traité sur l'interdiction des armes nucléaires', adopté à New York le 7 juillet 2017. Il en résultera, qu'en devenant partie à l'accord à l'examen, la Belgique s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de devenir partie au 'Traité sur l'interdiction des armes nucléaires' ainsi qu'à le mettre pleinement en œuvre.

À l'article 3.1, paragraphe 2, de l'Accord, les parties s'engagent à 'la ratification et la mise en œuvre de conventions multilatérales relatives à la coopération judiciaire en matière civile, et notamment des conventions de la Conférence de La Haye de droit international privé relatives à l'entraide judiciaire internationale, au contentieux international et à la protection des enfants'. Ainsi qu'en a convenu le délégué, la Belgique est membre de la Conférence de La Haye et elle a ratifié un certain nombre de conventions de la Conférence de La Haye, mais pas toutes [16].

---

[12] *Note de bas de page 13 de l'avis cité* : Aux termes de cette disposition, la section I des annexes 28-A et 28-B, respectivement, contient une liste des médias électroniques ou papier dans lesquels la partie concernée publie les renseignements énoncés au paragraphe 1.

[13] *Note de bas de page 14 de l'avis cité* : Sauf pour un nombre limité d'arrêts de la Cour de cassation sur des questions de droit relatives au cadre réglementaire des marchés publics.

[14] *Note de bas de page 15 de l'avis cité* : À cet effet, il faut, conformément à l'article 28.5, paragraphe 3, de l'Accord, notifier sans délai au sous-comité « Marchés publics » la modification apportée aux informations figurant à l'annexe 28-A.

[15] *Note de bas de page 16 de l'avis cité* : Voir l'article 2.2, paragraphe 2, a), de l'Accord.

[16] *Note de bas de page 17 de l'avis cité* : À cet égard, le délégué a déclaré ce qui suit : « Wat betreft de verdragen inzake onderhoudsverplichtingen, is er geen enkel belang meer om deze teksten te ratificeren aangezien zij vervangen werden door het Verdrag inzake de internationale inning van levensonderhoud voor kinderen en andere familieleden van 23 november 2007.
Dit wordt uitdrukkelijk voorzien in het Verdrag van 2007: In relations between the Contracting States, this Convention replaces, subject to Article 56(2), the Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations and the Hague Convention of 15 April 1958 concerning the recognition and enforcement of decisions relating to maintenance obligations towards children in so far as their scope of application as between such States coincides with the scope of application of this Convention.
Het Protocol bevat dezelfde bepaling voor het toepasselijke recht : As between the Contracting States, this Protocol replaces the Hague Convention of 2 October 1973 on the Law Applicable to Maintenance Obligations and the Hague Convention of 24 October 1956 on the law applicable to maintenance obligations towards children.
Wat betreft het Verdrag inzake de wet welke van toepassing is op de aansprakelijkheid wegens producten van 2 oktober 1973, is deze aangelegenheid geregeld door de Verordening Rome II op het niveau van de EU waardoor België niet langer de bevoegdheid heeft om toe te treden tot dit Verdrag.
Tot slot, wat betreft het Verdrag van 15 april 1958 dat betrekking heeft op de bevoegdheid van het contractuele forum

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

En outre, conformément à l'article 32.8, paragraphe 2, de l'Accord, '[c]haque partie déploie tous les efforts raisonnables pour ratifier le traité de Beijing sur les interprétations et exécutions audiovisuelles, adopté à Beijing le 24 juin 2012, ou pour y adhérer'. La Belgique a signé le traité le 8 mai 2013, mais ne l'a pas encore ratifié.

En portant assentiment à l'Accord, la Belgique s'engage à échanger des informations sur ses 'progrès [...] en ce qui concerne la ratification des conventions ou protocoles de l'OIT considérés comme à jour par l'OIT et auxquels ell[e] [n'est] pas encore parti[e]' [17]. Si la Belgique est partie aux conventions fondamentales et prioritaires de l'OIT, elle ne l'est toutefois pas encore à toutes les conventions de l'OIT considérées comme étant à jour [18].

7.2. Selon l'article 2.3, paragraphe 2, de l'Accord, les parties coopèrent à la promotion et à la protection des droits de l'homme, 'y compris en ce qui concerne la ratification et la mise en œuvre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme'.

Sur ce point, la question se pose de savoir ce qu'implique cet engagement et ce qui est visé par 'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme'. Il est conseillé de préciser ce point dans l'exposé des motifs.

7.3. Pour d'autres traités, la Belgique s'engage, au travers de l'Accord, à les respecter sans y être elle-même partie et sans qu'ils soient soumis à l'assentiment des assemblées législatives compétentes. Tel est par exemple le cas de l'article 32.5, paragraphe 1, de l'Accord, qui prévoit le traitement national en matière de droits de propriété intellectuelle, dans le respect des exceptions déjà prévues par le traité 'sur la propriété intellectuelle en matière de circuits intégrés', signé à Washington le 26 mai 1989. Ce traité n'a pas été signé par la Belgique et la Belgique n'y a pas adhéré non plus. Selon l'article 32.8, paragraphe 1, e), de l'Accord, chaque partie affirme son attachement au Traité de Marrakech 'visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes ayant d'autres difficultés de lecture des textes imprimés aux œuvres publiées', signé à Marrakech le 27 juin 2013, et en respecte les dispositions. La Belgique a signé ce

---

bij de internationale verkoop van roerende goederen (vrije vertaling […]), dit verdrag werd ondertekend door 4 landen, waaronder België, maar door geen enkel land geratificeerd en is dus nooit in werking getreden. Deze materie wordt op het niveau van de EU geregeld door de Verordening BXL*bis* en België heeft dus evenmin nog de bevoegdheid om toe te treden tot dit verdrag ».

[17] *Note de bas de page 18 de l'avis cité* : Voir l'article 33.16, paragraphe 5, de l'Accord.

[18] *Note de bas de page 19 de l'avis cité* : Il y a aujourd'hui encore 18 conventions à jour de l'OIT que la Belgique n'a pas ratifiées : C078 - Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946 ; C106 - Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957 ; C110 - Convention (n° 110) sur les plantations, 1958 ; C118 - Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962 ; C131 - Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970 ; C135 - Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971 ; C137 - Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973 ; C142 - Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975 ; C143 - Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975 ; C152 - Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979 ; C157 - Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982 ; C160 - Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985 ; C169 - Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989 ; C173 - Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992 ; C183 - Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000 ; C185 - Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003 ; C188 - Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007 ; C191 - Convention (n° 191) sur un milieu de travail sûr et salubre (amendements corrélatifs), 2023 ; P081 - Protocole de 1995 relatif à la convention sur l'inspection du travail, 1947 ; P089 - Protocole de 1990 relatif à la convention sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948 ; P110 - Protocole de 1982 relatif à la convention sur les plantations, 1958 et P155 - Protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 (source : https://normlex.ilo.org/dyn/nrmlx_fr/f?p=NORMLEXPUB:11210:0::NO::P11210_COUNTRY_ID:102560).

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

traité le 25 juin 2014 mais ne l'a pas encore ratifié. Aux termes de l'article 33.14, paragraphe 4, a), de l'Accord, chaque partie met en œuvre les principes, entre autres, de l'accord de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies (ci-après : FAO) 'visant à favoriser le respect par les navires de pêche en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion, adopté à Rome le 24 novembre 1993' et de l'accord de la FAO 'relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, fait à Rome le 22 novembre 2009', et agit conformément à ces principes. La Belgique n'a signé aucun de ces deux traités et n'est pas partie à ceux-ci. Ils n'ont donc pas été publiés au *Moniteur belge*.

Selon l'article 167, §§ 2 et 3, de la Constitution, les traités n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment de la Chambre des représentants ou des parlements des entités fédérées. Les dispositions précitées de l'Accord ne peuvent dès lors se comprendre de manière telle que les traités qui y sont mentionnés deviendraient contraignants dans leur ensemble pour l'autorité fédérale, les communautés et les régions. En juger autrement reviendrait en effet à vider de sa substance l'exigence d'assentiment inscrite dans la Constitution.

Il n'en demeure pas moins que, dans la mesure où les dispositions précitées de l'Accord pourraient avoir pour effet qu'il faille appliquer dans l'ordre juridique belge des règles de droit matériel contenues dans ces traités, il est recommandé que ces traités soient ratifiés après que les assemblées législatives compétentes auront donné leur assentiment à l'Accord à l'examen. De cette manière, ces traités pourront sortir leurs pleins effets et ils seront publiés au *Moniteur belge* [19].

8.1. Différentes dispositions de l'Accord prescrivent que les parties engagent un dialogue et coopèrent sur les matières les plus variées. L'Accord institue en outre un conseil conjoint (article 40.1 de l'Accord), qui est notamment compétent pour adopter des décisions d'un commun accord entre les parties dans les cas prévus par l'Accord. Ces décisions 'lient les parties, qui sont tenues de prendre toutes les mesures nécessaires à leur exécution' (article 40.1, paragraphe 4, de l'Accord). Il est également prévu l'institution d'un comité conjoint, qui assiste le conseil conjoint dans l'exercice de ses fonctions et qui est compétent pour adopter des décisions contraignantes dans les cas prévus par l'Accord ou dans des matières qui lui ont été déléguées par le conseil conjoint (article 40.2 de l'Accord), d'un sous-comité 'Développement et coopération internationale' (article 40.3 de l'Accord) et de onze sous-comités spécifiques à la partie III de l'Accord (article 40.3, paragraphe 2, de l'Accord). Le conseil conjoint ou le comité conjoint peut adopter une décision portant création d'un sous-comité supplémentaire ou d'un autre organe (article 40.3, paragraphe 3, de l'Accord). Le sous-comité 'Services et investissements' et le sous-comité 'Services financiers' peuvent adopter des décisions qui lient les parties (article 40.3, paragraphe 10, de l'Accord). Il est également institué une commission parlementaire mixte (article 40.4 de l'Accord), un forum de la société civile (article 40.7) et des groupes d'experts (article 33.22 de l'Accord et article 18 du Protocole).

[19] *Note de bas de page 20 de l'avis cité* : À ce sujet, il convient de rappeler que la Cour de cassation a jugé que les traités sont inopposables aux particuliers tant qu'ils n'ont pas été publiés intégralement au *Moniteur belge* : Cass., 11 décembre 1953, *Pas.*, 1954, I, 298 ; Cass., 19 mars 1981, *J.T.* 1982, 565-567, note VERHOEVEN J. Le problème de l'absence de publication se pose du reste également à l'égard des lignes directrices de l'OCDE mentionnées aux articles 5.3, paragraphe 2, 17.24, paragraphe 1, 29.5, paragraphe 1, et 33.3, paragraphe 2, b), et 3, de l'Accord.

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

8.2. Compte tenu du caractère mixte de l'Accord, ces mécanismes de dialogue, de concertation et de consultation peuvent également porter sur des matières relevant de la compétence des communautés et des régions, de sorte que des accords particuliers devront être conclus en ce qui concerne la représentation et l'engagement de toutes les autorités dans la prise de position lorsque ces mécanismes sont mis en œuvre [20].

En ce qui concerne les instances créées par un accord de coopération conclu par l'Union européenne et ses États membres ou en vertu d'un tel accord, en l'espèce sous la forme d'un Comité mixte, la section de législation, dans l'avis 53.978/VR, a relevé ce qui suit :

'[traduction] À cet égard, il convient de rappeler qu'il est nécessaire de prévoir en Belgique également les procédures requises en vue d'organiser la prise de position et la représentation de la Belgique au sein du Comité mixte précité et du sous-comité institué par l'article 28 dans le respect des règles répartitrices de compétences nationales.

Conformément à l'article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 1er, de la loi spéciale du 8 aout 1980 'de réformes institutionnelles', la représentation et la prise de position au nom de la Belgique doivent être réglées dans un accord de coopération.

Les accords de coopération actuels du 8 mars 1994 [21] ne procurent pas de base juridique suffisante à pareilles représentation et prise de position, en ce qu'ils ne portent que sur la représentation au sein du Conseil de l'Union européenne. Les accords de coopération concernés ne peuvent pas s'appliquer par simple analogie, dans la mesure où le Comité mixte, certes sur le plan formel, est une expression des relations extérieures de l'Union européenne, mais il est également, sur le plan matériel, expressément compétent pour des matières relevant de la compétence des États membres [22], qui, dans la répartition des compétences en vigueur en Belgique, relèvent ensuite également des compétences (exclusives) des communautés et des régions.

Aussi longtemps qu'un accord de coopération ne prévoit pas de base juridique suffisante à cet effet, la représentation et la prise de position au nom de la Belgique au sein du Comité mixte et du sous-comité doivent faire l'objet d'une concertation entre les gouvernements concernés, conformément à l'article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 aout 1980' [23].

[20] *Note de bas de page 21 de l'avis cité* : Comparer avec l'article 81, § 6, de la loi spéciale du 8 aout 1980 'de réformes institutionnelles'.

[21] *Note de bas de page 22 de l'avis cité* : Note de bas de page 2 de l'avis cité : Accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions 'relatif à la représentation du Royaume de Belgique au sein du Conseil des ministres de l'Union européenne' et accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions et le Collège réuni de la Commission communautaire commune 'relatif à la représentation du Royaume de Belgique au sein du Conseil des ministres de l'Union européenne'.

[22] *Note de bas de page 23 de l'avis cité* : Note de bas de page 3 de l'avis cité : Voir l'article 62 de l'accord-cadre.

[23] *Note de bas de page 24 de l'avis cité* : Avis C.E. 53.978/VR du 7 novembre 2013 sur un avant-projet devenu le décret du 4 avril 2014 'houdende instemming met de kaderovereenkomst inzake een partnerschap en samenwerking tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en Mongolië, anderzijds, ondertekend in Ulaanbaatar op 30 april 2013', *Doc. parl.*, Parl. fl., 2013-2014, n° 2455/1, pp. 37-38, observation 3.2.

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

8.3. Certes, la coordination de la prise de position de l'Union européenne et de ses États membres dans des matières relevant de la compétence mixte de l'Union européenne et de ses États membres se déroule, en pratique, au sein du Conseil des ministres de l'Union européenne et la coordination de la prise de position de la Belgique qui précède a lieu, conformément aux règles relatives à la prise de position concernant les matières de l'Union européenne, au sein du Conseil des ministres.

Il est à noter toutefois que les décisions prises dans les matières relevant de la compétence des États membres ne sont pas prises, du point de vue juridique, par le Conseil des ministres, mais par les représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil [24]. Bien que cela soit peut-être plutôt exceptionnel dans la pratique, il n'est pas exclu que des États membres, dans des matières relevant de leur compétence, adoptent encore une position nationale au sein des organes institués par un accord de coopération ou en vertu de celui-ci.

Par conséquent, l'absence de règles en la matière, conformément à l'article 92*bis*, § 4*bis*, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 aout 1980 'de réformes institutionnelles', pourrait poser problème. Si un consensus était trouvé entre les autorités compétentes pour une application par analogie de l'accord de coopération du 8 mars 1994 'entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la représentation du Royaume de Belgique au sein du Conseil des ministres de l'Union européenne' dans ces matières, mieux vaudrait dans ce cas adapter l'accord de coopération afin d'étendre son champ d'application en ce sens [25].

9.1. Par ailleurs, il faut constater que l'Accord transfère des pouvoirs à une organisation supranationale. Ainsi, le conseil conjoint, le comité conjoint et certains sous-comités spécialisés se voient attribuer le pouvoir général de prendre des décisions qui lient les parties et l'Accord prévoit des mécanismes de règlement des différends [26]. Toutefois, rien ne permet de considérer que les limites de l'article 34 de la Constitution sont dépassées à cet égard.

En outre, en principe, un tel transfert implique en tout cas automatiquement une acceptation de la force obligatoire de futures décisions que le conseil conjoint, le comité conjoint, les sous-comités ou les organes pour le règlement contraignant des différends prendront dans les limites de l'Accord, sans qu'il faille encore préalablement y donner un assentiment explicite complémentaire.

9.2. Il en va cependant autrement lorsque le conseil conjoint ou les comités précités adoptent, par une décision, un texte qui modifie formellement l'Accord actuellement à l'examen. Conformément à l'article 167, §§ 2 et 3, de la Constitution, les traités, ainsi que leurs modifications, n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment de tous les parlements concernés.

---

[24] *Note de bas de page 25 de l'avis cité* : CORTHAUT T. ET VAN EECKHOUTTE D., 'Legal Aspects of EU Participation in Global Environmental Governance under the UN Umbrella' dans WOUTERS J. e.a. (éds.), *The European Union and Multilateral Governance. Assessing EU in United Nations Human Rights and Environmental Fora, Palgrave, 2012, (145) 152.*

[25] *Note de bas de page 26 de l'avis cité* : On peut rappeler que déjà dans l'avis 53.932/AG, l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État a relevé que cet accord de coopération est lacunaire et obsolète sur divers points, notamment en raison de modifications apportées au cadre institutionnel de l'Union européenne par le Traité de Lisbonne (avis C.E. 53.932/AG du 27 aout 2013 sur une proposition devenue la loi spéciale du 6 janvier 2014 'relative à la Sixième réforme de l'État', *Doc. parl.*, Sénat, 2012-13, n° 5-2232/3, p. 50, note 1).

[26] *Note de bas de page 27 de l'avis cité* : Voir entre autres les articles 17.25 à 17.57, 33.20 à 33.22, 34.6 et 38.1 à 38.34 de l'Accord.

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

Ainsi, en vertu de l'article 41.6, paragraphe 2, de l'Accord, 'le conseil conjoint peut adopter des décisions modifiant le présent accord dans les cas visés à l'article 8.5, paragraphe 1, point a), et à l'article 41.9, paragraphe 5'. Concernant la fixation de la date d'entrée en vigueur de ces décisions, il faudra, sous réserve de l'observation 9.3, veiller à ce que l'entrée en vigueur ne puisse avoir lieu que pour autant et après que tous les parlements concernés auront donné leur assentiment, conformément à l'article 167, §§ 2 et 3, de la Constitution.

9.3. L'avant-projet de décret soumis pour avis ne prévoit pas non plus l'assentiment préalable à pareils amendements futurs. Dans la mesure où ces amendements peuvent porter sur des compétences des États membres, la question se pose de savoir s'il ne serait pas préférable de prévoir encore un assentiment préalable à certains amendements qui, selon l'Accord, sont adoptés conformément à une procédure simplifiée. À défaut d'assentiment préalable, le Parlement flamand devra en effet expressément donner son assentiment à chacun des amendements de l'Accord apportés ultérieurement.

Un tel assentiment préalable du législateur à des amendements futurs est possible, pour autant que certaines conditions soient remplies. C'est ainsi que, dans l'avis 37.954-37.970-37.977-37.978/AG du 15 février 2005, l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État a déclaré ce qui suit [27] :

'Tant la Cour de cassation [28] que la section de législation du Conseil d'État [29] admettent que, dans certaines conditions, les Chambres législatives peuvent donner leur assentiment préalable à un traité ou à un amendement à celui-ci. Pour qu'un tel assentiment préalable soit compatible avec l'article 167, §§ 2 à 4, de la Constitution et avec l'article 16 de la loi spéciale du 8 aout 1980 de réformes institutionnelles, deux conditions doivent être réunies : il faut notamment que les Chambres législatives et, le cas échéant, les parlements des communautés et des régions connaissent les limites des futurs amendements [30] et qu'ils indiquent expressément qu'ils donnent leur assentiment à ces amendements'.

---

[27] *Note de bas de page 28 de l'avis cité* : Avis C.E. 37.954-37.970-37.977-37.978/AG du 15 février 2005 sur :
– un avant-projet devenu le décret de la Communauté flamande et de la Région flamande du 9 juin 2006 'houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa en de Slotakte, ondertekend in Rome op 29 oktober 2004' (37.954/AG) (*Doc. parl.*, Parl. fl., 2004-2005, n° 358/1, p. 64) ;
– un avant-projet devenu l'ordonnance de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune du 23 juin 2005 'portant assentiment au traité établissant une Constitution pour l'Europe, et à l'Acte final, faits à Rome le 29 octobre 2004' (37.970/AG) (*Doc. parl.*, Ass. réun. Commission communautaire commune, 2004-2005, n° B-30/1, p. 25) ;
– un avant-projet devenu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 2005 'portant assentiment au traité établissant une Constitution pour l'Europe, et à l'Acte final, faits à Rome le 29 octobre 2004' (37.977/AG) (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2004-2005, n° A-128/1, p. 25) ;
– un avant-projet de loi 'portant assentiment au traité établissant une Constitution pour l'Europe, et à l'Acte final, faits à Rome le 29 octobre 2004' (37.978/AG) (*Doc. parl.*, Sénat, 2004-2005, n° 3-1091/1, p. 539).

[28] *Note de bas de page 29 de l'avis cité* : Note de bas de page 35 de l'avis cité : Cass., 19 mars 1981, *Pas.*, 1981, I, n° 417 ; *J.T.,* 1982, 565, et la note de J. VERHOEVEN ; *Cass*., 2 mai 2002, n° C.99.0518.N.

[29] *Note de bas de page 30 de l'avis cité* : Note de bas de page 36 de l'avis cité : Voir notamment C.E., section de législation, avis 33.510/3 du 28 mai 2002 sur l'avant-projet devenu la loi du 17 décembre 2002 portant assentiment à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, et aux annexes, faites à Aarhus le 25 juin 1998 (*Doc. parl*., Sénat, 2001-2002, n° 2-1235/1, p. 48) ; avis 35.792/2/V du 20 aout 2003 sur l'avant-projet devenu le décret du 27 novembre 2003 portant assentiment à la Convention sur les polluants organiques persistants, faite à Stockholm, le 22 mai 2001, ainsi qu'à ses annexes (*Doc.*, C.R.W., 2003/2004, n° 575/1, p. 10) ; avis 36.170/1 du 11 décembre 2003 sur l'avant-projet de loi portant assentiment à la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République de Croatie, signée à Bruxelles le 31 octobre 2001 (*Doc. parl.*, Sénat, 2004-2005, n° 957/1).

[30] *Note de bas de page 31 de l'avis cité* : Note de bas de page 37 de l'avis cité : Voir notamment les avis cités à la note précédente.

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

Les amendements mentionnés ci-dessus paraissent suffisamment spécifiques pour qu'il soit satisfait à la première condition. Il n'en demeure pas moins que le texte de l'avant-projet de décret devrait alors être adapté pour y inclure une disposition prévoyant que le législateur décrétal donne son assentiment exprès à de tels amendements futurs à l'Accord.

Ce qui précède n'empêche pas que le Parlement flamand pourrait éventuellement désapprouver ces amendements. Afin de permettre à ce dernier de signaler au gouvernement qu'il n'approuve pas un amendement déterminé, il serait préférable de compléter l'avant-projet par une disposition prévoyant l'obligation pour le gouvernement de notifier dans un délai déterminé au Parlement flamand toute modification ou adaptation approuvée conformément à ces dispositions [31].

10.1. Le fait que le Parlement flamand a donné préalablement son assentiment d'une manière conditionnelle, implicite, à un amendement n'emporte pas de dérogation à l'obligation de le publier au *Moniteur belge* pour qu'il puisse produire ses effets en droit interne, obligation qui découle de l'article 190 de la Constitution, de l'article 8 de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires' et de l'article 56 de la loi spéciale du 8 aout 1980.

L'article 190 de la Constitution dispose que seul le législateur est compétent pour déterminer la forme dans laquelle les lois et règlements doivent être publiés pour acquérir un caractère obligatoire. Selon la Cour de cassation, cette disposition constitutionnelle s'applique par analogie aux actes internationaux. Elle a en effet jugé que les traités sont inopposables aux particuliers tant qu'ils n'ont pas été publiés intégralement au *Moniteur belge* [32].

10.2. Il en va de même pour les règles de droit international dérivé, comme les décisions du conseil conjoint, du comité conjoint et des sous-comités. À défaut de publication au *Moniteur belge*, elles ne seront pas opposables aux particuliers, sauf si elles ont fait l'objet d'une autre forme de publication officielle prévue par une loi ou un traité [33].

11. L'article 41.5, paragraphe 2, de l'Accord prévoit la possibilité pour les parties d'appliquer cet accord, en tout ou partie, à titre provisoire, conformément à leurs procédures internes respectives.

---

[31] *Note de bas de page 32 de l'avis cité* : Pour la formulation d'une telle disposition, on s'inspirera par exemple des articles 3 et 4 du décret de la Communauté flamande et de la Région flamande du 4 avril 2014 'houdende instemming met het Aanvullend Protocol van Nagoya-Kuala Lumpur inzake aansprakelijkheid en schadeloosstelling bij het Protocol van Cartagena inzake bioveiligheid, gedaan te Nagoya op 15 oktober 2010' et des articles 3 et 4 du décret de la Région flamande du 25 avril 2014 'houdende instemming met het Europees verdrag inzake het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de binnenwateren (ADN), opgemaakt in Genève op 26 mei 2000, en met de geactualiseerde voorschriften ADN 2013'. Voir dans le même sens : l'avis 59.894/1/V du 26 aout 2016 sur un avant-projet devenu la loi du 13 mai 2017 'portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, fait à Astana le 21 décembre 2015' (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-17, n° 54-2311/1 pp. 20-29).

[32] *Note de bas de page 33 de l'avis cité* : Cass., 11 décembre 1953, *Pas.*, 1954, I, p. 298 ; Cass., 19 mars 1981, *J.T.* 1982, 565-567, note VERHOEVEN J.

[33] *Note de bas de page 34 de l'avis cité* : Voir par exemple l'avis C.E. 57.108/VR du 10 mars 2015 sur un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République Démocratique du Congo relatif au transport aérien, fait à Kinshasa le 2 février 2013', *Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 54-3039/1, pp. 17-18, observation 5.

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

À la question de savoir si l'application provisoire peut également concerner des matières relevant de la compétence des États membres de l'Union européenne et si, en ce qui concerne la Belgique, une ratification préalable est requise avant que l'Accord puisse être appliqué à titre provisoire, le délégué a répondu :

'De voorliggende overeenkomst kan voorlopig worden toegepast met inachtneming van de kennisgevingen waarin deze voorziet. Ik verwijs hierbij graag naar artikel 4 van het Besluit van de Raad (EU) 2024/1758 van 4 december 2023 betreffende de ondertekening, namens de Europese Unie, en de voorlopige toepassing van de Geavanceerde Kaderovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en de Republiek Chili, anderzijds. Voorafgaande bekrachtiging is vereist om de overeenkomst voorlopig toe te passen'.

Compte tenu de la réponse du délégué, l'application provisoire de l'Accord peut être admise.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

12. Si la déclaration commune [34] et la déclaration interprétative commune [35] sont jointes à l'Accord et constituent l'expression d'un accord entre les parties à la conclusion de l'Accord, elles ne font pas partie intégrante de cet Accord.

La meilleure façon de garantir la sécurité juridique pour les citoyens et de s'assurer que le Parlement flamand a donné son approbation à cet instrument, est de se référer à celui-ci dans le dispositif du décret d'assentiment, et non pas seulement dans l'exposé des motifs. On complétera l'article 2 du dispositif en ce sens qu'il est aussi porté expressément assentiment à la déclaration commune et à la déclaration interprétative commune ».

2. Ces observations valent également, *mutatis mutandis*, dans le cadre de l'examen de l'avant-projet de loi portant assentiment au même Accord [36].

3. L'article 3 de l'avant-projet prévoit de porter assentiment de manière anticipée aux modifications de l'Accord décidées par le Conseil conjoint, en application de l'article 8.5, paragraphe 1er, a), et de l'article 41.9, paragraphe 5. Pour les raisons exposées aux observations 9.2 et 9.3 de l'avis 77.467/VR, cette disposition peut être admise mais devrait être complétée conformément à l'observation 9.3, *in fine*, de cet avis.

*

[34] *Note de bas de page 35 de l'avis cité* : La déclaration commune sur les dispositions en matière de commerce et de développement durable figurant dans l'accord-cadre avancé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part.

[35] *Note de bas de page 36 de l'avis cité* : La déclaration interprétative commune sur les dispositions relatives à la protection des investissements figurant dans l'accord-cadre avancé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part.

[36] Voir dans le même sens l'avis 77.646/4 donné le 12 mai 2025 sur un avant-projet de décret de la Communauté française, les avis 77.857/4 et 77.858/4 donnés le 14 juillet 2025 sur deux avant-projets de décret de la Région wallonne (matières régionales et matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française) et l'avis 77.991/2/V donné le 27 aout 2025 sur un avant-projet de décret de la Communauté germanophone portant assentiment au même accord.

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond‡ en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

1. In advies 77.467/VR van 7 april 2025 over een voorontwerp van decreet van de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest tot instemming met dezelfde geavanceerde kaderovereenkomst als die waarop het voorliggende voorontwerp betrekking heeft, heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerkingen geformuleerd:

"STREKKING VAN HET VOORONTWERP

2. Het voor advies voorgelegde voorontwerp van decreet van de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest strekt ertoe instemming te verlenen met de geavanceerde kaderovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en de Republiek Chili, anderzijds, ondertekend te Brussel op 13 december 2023 (hierna: de Overeenkomst) (artikel 2 van het voorontwerp).

Overeenkomstig artikel 1.1 van de Overeenkomst heeft deze tot doel de associatie tussen de Partijen te herbevestigen 'op basis van een versterkt partnerschap, een versterkte politieke dialoog en versterkte samenwerking op het gebied van kwesties van gemeenschappelijk belang, waaronder innovatie op alle toepasselijke gebieden' (a), de handel en investeringen tussen de Partijen te bevorderen 'door hun handelsbetrekkingen uit te breiden en te diversifiëren, wat moet bijdragen tot een hogere economische groei en een verbeterde levenskwaliteit' (b), en de bestaande samenwerkingsrelaties tussen de Partijen te versterken 'waaronder internationale samenwerking voor duurzame ontwikkeling en bevordering van gezamenlijke werkzaamheden, met als doel bij te dragen tot de uitvoering van de Agenda 2030' (c).

Met dat doel omvat de Overeenkomst een kader voor politieke dialoog en samenwerking (deel II) en handel en daarmee verband houdende aangelegenheden (deel III). De Overeenkomst bevat tevens een deel 'Algemene beginselen en doelstellingen' (deel I) en een deel 'Algemeen institutioneel kader' (deel IV), en telt een aantal bijlagen, aanhangsels en protocollen, die er een integrerend onderdeel van uitmaken (artikel 41.8 van de Overeenkomst).

BEVOEGDHEID

3.1. Op haar vergadering van 10 oktober 2023 heeft de Werkgroep Gemengde Verdragen de Overeenkomst als een gemengd verdrag beschouwd waarvoor de instemming vereist is van de federale overheid, de gemeenschappen, de gewesten en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, maar niet van de Franse Gemeenschapscommissie.[1]

‡ Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

[1] *Voetnoot 2 van het geciteerde advies:* Hetgeen werd bevestigd door de Interministeriële Conferentie voor het Buitenlands Beleid (zie de brief van 21 november 2023 van de voorzitter van de ICBB en het verslag van de Werkgroep Gemengde Verdragen van 16 januari 2024).

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

De afdeling Wetgeving kan evenwel niet instemmen met die zienswijze. Zowel de horizontale en de algemene bepalingen van deel II van de Overeenkomst (inzake grondrechten, goed bestuur en administratieve samenwerking), als de artikelen 5.5 en 5.6 van de Overeenkomst hebben immers betrekking op aangelegenheden die gedeeltelijk onder de bevoegdheden vallen die de Franse Gemeenschap aan de Franse Gemeenschapscommissie (en aan het Waalse Gewest) heeft overgedragen op het vlak van het gezondheidsbeleid, bedoeld in artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' en op het vlak van de bijstand aan personen, bedoeld in artikel 5, § 1, II, van dezelfde bijzondere wet.[2]

Het gemengde karakter van de Overeenkomst moet derhalve uitgebreid worden tot de Franse Gemeenschapscommissie.[3]

3.2. De Overeenkomst is voor het Koninkrijk België ondertekend met vermelding van de volgende formule:

'Deze handtekening verbindt eveneens de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Cette signature engage également la Communauté française, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

Diese Unterschrift bindet zugleich die Deutschsprachige Gemeinschaft, die Flämische Gemeinschaft, die Französische Gemeinschaft, die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt.'

Mede gelet op opmerking 3.1, moeten die bewoordingen zo worden opgevat dat ze ook slaan op de Franse Gemeenschapscommissie, aangezien die ter uitvoering van artikel 138 van de Grondwet bevoegdheden van de Franse Gemeenschap uitoefent. Met het oog op de rechtszekerheid was het echter beter geweest dat dit uitdrukkelijk in de aangehaalde formule was vermeld.[4-5]

---

[2] *Voetnoot 3 van het geciteerde advies:* Zie artikel 3, 6° en 7°, van het bijzonder decreet van de Franse Gemeenschap van 3 april 2014 'betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen' en van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 april 2014 'betreffende de overdracht van de uitoefening van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie'.

[3] *Voetnoot 4 van het geciteerde advies:* Dat het gemengde karakter van de huidige Overeenkomst waarbij een associatie tot stand wordt gebracht tussen de Europese Gemeenschap en haar lidstaten, enerzijds, en de Republiek Chili, anderzijds, ondertekend te Brussel op 18 november 2002, ook voor de Franse Gemeenschapscommissie gold, werd destijds niet betwist (zie adv.RvS 34.836/4 van 25 februari 2003 over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 16 mei 2003 'houdende instemming met de Overeenkomst waarbij een associatie tot stand wordt gebracht tussen de Europese Gemeenschap en haar lid-Staten, enerzijds, en de Republiek Chili anderzijds'). Ook wat betreft de versterkte partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en de Kirgizische Republiek, anderzijds, ondertekend te Brussel op 25 juni 2024, die het voorwerp uitmaakt van een voorontwerp van instemmingsdecreet (Vlaamse Gemeenschap en Vlaamse Gewest) waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 77.466/VR gegeven heeft, is erkend dat het gemengde karakter ervan ook de Franse Gemeenschapscommissie betrof.

[4] *Voetnoot 5 van het geciteerde advies:* Hiervoor is een herziening nodig van het samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten 'over de nadere regelen voor het sluiten van gemengde verdragen' (meer bepaald van artikel 8, derde lid, en de erbij horende toelichting) en van de op basis hiervan door de Interministeriële Conferentie voor het Buitenlands Beleid op 17 juni 1994 vastgestelde ondertekeningsformules.

[5] *Voetnoot 6 van het geciteerde advies:* De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van haar kant behoort niet uitdrukkelijk te worden vermeld, aangezien ze slechts beperkte bevoegdheden heeft op internationaal gebied en ze met name niet bevoegd is om verdragen te sluiten (zie artikel 135 van de Grondwet, artikel 63 van de bijzondere wet van

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

ONDERZOEK VAN DE OVEREENKOMST

4.1. Het onderzoek van de afdeling Wetgeving van de Raad van State naar aanleiding van een voorontwerp van decreet houdende instemming met een verdrag kan zich onder meer uitstrekken tot de gevolgen die het verdrag kan meebrengen voor de interne Belgische rechtsorde. Ter uitvoering en ter naleving van de verplichtingen die voortvloeien uit de Overeenkomst, zullen in de Belgische rechtsorde immers de nodige maatregelen moeten worden genomen en de nodige aanpassingen van de regelgeving moeten plaatsvinden, en dit in beginsel ten laatste op het ogenblik dat de in de Overeenkomst vervatte bepalingen internationaal in werking treden.

In het licht hiervan moet worden opgemerkt dat sommige maatregelen waarin de Overeenkomst voorziet, in de Belgische rechtsorde niet zijn ingeburgerd.

4.2. Zo voert de Overeenkomst een 'notice and comment'-procedure in over wetgevingsvoorstellen en algemene procedures met betrekking tot douane en handel (artikel 11.13 van de Overeenkomst), wet- en regelgeving van algemene strekking inzake financiële diensten (artikel 25.13 van de Overeenkomst) en belangrijke technische voorschriften die aanzienlijke gevolgen voor de handel in goederen kunnen hebben (artikel 16.10 van de Overeenkomst).

Ook kan worden gewezen op artikel 35.3 van de Overeenkomst, waarin wordt bepaald dat elke Partij een toelichting geeft 'op het doel en de redenen van haar wet- en regelgeving, procedures, administratieve besluiten van algemene strekking en gerechtelijke uitspraken met betrekking tot elke kwestie die onder dit deel van deze overeenkomst valt' (lid 2) en voorziet 'in een redelijke termijn tussen de datum van publicatie en de datum van inwerkingtreding van de wet- en regelgeving met betrekking tot aangelegenheden die onder dit deel van deze overeenkomst vallen, tenzij dat om dringende redenen niet mogelijk is' (lid 3). Te dien aanzien moet worden vastgesteld dat voor regerings- en ministeriële besluiten in de Belgische rechtsorde thans niet systematisch de in het tweede lid vermelde toelichting voorhanden is. Wat het derde lid betreft, is het niet duidelijk of deze bepaling elke beperking van de mogelijkheid van terugwerkende kracht inhoudt.[6]

Voorts wordt in artikel 16.10, lid 8, van de Overeenkomst, in samenhang gelezen met artikel 16.2, lid 1, ervan, bepaald dat elke Partij erop toeziet dat de door haar aangenomen technische voorschriften en conformiteitsbeoordelingsprocedures zoals omschreven in de TBT-overeenkomst,[7] die de handel in goederen tussen de Partijen kunnen beïnvloeden, kosteloos toegankelijk zijn via officiële websites of publicaties op het internet. Aan dit vereiste is thans slechts voldaan voor zover de in de Belgische rechtsorde aangenomen technische voorschriften en conformiteitsbeoordelingsprocedures 'door het Bureau voor Normalisatie gepubliceerde norm[en]' of 'specifiek Belgische normen' zouden zijn die onder het toepassingsgebied vallen van artikel VIII.2 van het Wetboek van economisch recht.[8]

---

12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse Instellingen' en artikel 16, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen').

[6] *Voetnoot 7 van het geciteerde advies:* Volgens de vaste adviespraktijk van de Raad van State, afdeling Wetgeving, kan het verlenen van terugwerkende kracht aan besluiten toelaatbaar worden geacht wanneer ofwel voor de retroactiviteit een wettelijke grondslag bestaat, ofwel de retroactiviteit betrekking heeft op een regeling waarbij, met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel, voordelen worden toegekend ofwel de retroactiviteit noodzakelijk is voor de continuïteit of de goede werking van het bestuur en daardoor, in beginsel, geen verkregen situaties worden aangetast.

[7] *Voetnoot 8 van het geciteerde advies:* Zijnde de Overeenkomst inzake technische handelsbelemmeringen, die is opgenomen in bijlage 1A bij de WTO-Overeenkomst: zie artikel 8.3, w), van de Overeenkomst.

[8] *Voetnoot 9 van het geciteerde advies:* Wanneer het om een andere norm zou gaan dan de specifieke Belgische normen die verplicht wordt gesteld, waaromtrent in artikel VIII.2, tweede lid, van het Wetboek van economisch recht wordt

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

5. De Partijen bij de Overeenkomst wensen een vrijhandelszone tot stand te brengen in overeenstemming met artikel XXIV van de GATT 1994 en artikel V van de GATS.[9] De handel in goederen en in diensten en investeringsactiviteiten worden verder geliberaliseerd.

De verwezenlijking van voormelde doelstelling veronderstelt dat alle interne wetgeving in de betrokken sectoren onderzocht wordt op mogelijke ongelijke behandelingen[10] van verkopers, dienstverleners en investeerders uit Chili. Aangezien de uit de Overeenkomst voortvloeiende rechten en verplichtingen geen directe werking hebben[11] – maar ze uiteraard wel verbindend zijn voor de Partijen – moeten met het akkoord onverenigbare handelsbelemmeringen door de bevoegde overheden zelf worden weggenomen door actief de benodigde wijzigingen in de regelgeving door te voeren.

6. Artikel 28.5, lid 1, van de Overeenkomst, dat betrekking heeft op informatieverspreiding inzake overheidsopdrachten, bepaalt dat elke Partij onverwijld de gerechtelijke uitspraken publiceert in officieel daartoe op nationaal niveau aangewezen elektronische of gedrukte media die op ruime schaal worden verspreid en gemakkelijk toegankelijk blijven voor het publiek.

Ofschoon de arresten van de Raad van State inzake overheidsopdrachten publiek toegankelijk zijn via de website van de Raad van State, en een aantal gerechtelijke uitspraken van de gewone hoven en rechtbanken kunnen worden geraadpleegd via de Juridat-databank, is dit niet het geval voor alle gerechtelijke uitspraken van die hoven en rechtbanken inzake overheidsopdrachten. Overeenkomstig artikel 28.5, lid 1, van de Overeenkomst zal nochtans in een bekendmaking van deze gerechtelijke uitspraken moeten worden voorzien.

De *Pasicrisie* waarnaar wordt verwezen in bijlage 28-A bij de Overeenkomst, ter uitvoering van artikel 28.5, lid 2, van die Overeenkomst,[12] volstaat alvast niet om aan deze verplichting te voldoen. Bovendien moet worden vastgesteld dat deze verwijzing weinig pertinent is,[13] en dat veeleer zou moeten worden verwezen naar de arresten-databank op de website van de Raad van State en naar de voormelde Juridat-databank.[14]

---

bepaald dat deze kosteloos *ter beschikking gesteld worden* door de auteur van de reglementering op zodanige wijze dat de auteursrechten op die normen nageleefd worden, lijkt daarentegen niet voldaan aan het vereiste van de kosteloze *publicatie* op een website.

[9] *Voetnoot 10 van het geciteerde advies:* Artikel 8.1 van de Overeenkomst.

[10] *Voetnoot 11 van het geciteerde advies:* In dat verband moet worden gewezen op de bepalingen inzake nationale behandeling (bv. de artikelen 9.4, 17.9, 17.10, 18.4, 25.3, 25.4 en 25.16 van de Overeenkomst) en de bepalingen inzake meestbegunstigingsbehandeling (bv. de artikelen 17.11, 18.5 en 25.5 van de Overeenkomst).

[11] *Voetnoot 12 van het geciteerde advies:* Zie artikel 41.10 van de Overeenkomst.

[12] *Voetnoot 13 van het geciteerde advies:* Luidens die bepaling bevat afdeling I van respectievelijk bijlage 28-A en bijlage 28-B een lijst van de elektronische of gedrukte media waarin de betrokken partij de in lid 1 omschreven informatie publiceert.

[13] *Voetnoot 14 van het geciteerde advies:* Behoudens voor een beperkt aantal arresten van het Hof van Cassatie over rechtsvragen inzake het reglementair kader voor overheidsopdrachten.

[14] *Voetnoot 15 van het geciteerde advies:* Te dien einde kan overeenkomstig artikel 28.5, lid 3, van de Overeenkomst het Subcomité voor overheidsopdrachten onverwijld in kennis worden gesteld van de wijziging van de in bijlage 28-A vermelde informatie.

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

7.1. De Partijen bij de Overeenkomst verbinden zich tot samenwerking op verschillende domeinen, waarbij vaak de afspraak is gemaakt om verdere stappen te ondernemen tot ratificatie en tenuitvoerlegging van multilaterale verdragen, die voor de samenwerking in de betrokken aangelegenheid de vertrekbasis zal vormen. Hoewel België reeds partij is bij de multilaterale (basis)verdragen voor verschillende door de Overeenkomst geviseerde aangelegenheden, is dit niet steeds het geval. Voor een aantal andere verdragen rijst dan weer de vraag of België deze ook daadwerkelijk heeft geïmplementeerd en uitgevoerd zoals de Overeenkomst vereist.

Zo verbindt België zich door de instemming met de Overeenkomst ertoe maatregelen te nemen die gericht zijn op de ondertekening of ratificatie van de internationale instrumenten ter bestrijding van de verspreiding van massavernietigingswapens en de overbrengingsmiddelen daarvoor, en op de volledige uitvoering daarvan.[15] België heeft de 'Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons', aangenomen te New York op 7 juli 2017, evenwel niet ondertekend. Het gevolg zal zijn dat door partij te worden bij de thans voorliggende overeenkomst België zich ertoe verbindt om alsnog alle noodzakelijke maatregelen te nemen om partij te worden bij de 'Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons' en deze volledig uit te voeren.

In artikel 3.1, lid 2, van de Overeenkomst verbinden de Partijen zich tot 'de ratificatie en uitvoering van multilaterale verdragen inzake samenwerking in burgerlijke zaken, waaronder de verdragen van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht op het gebied van internationale juridische samenwerking en procesvoering alsook de bescherming van kinderen'. Zoals de gemachtigde erkende, is België lid van de Haagse Conferentie en heeft het een aantal verdragen van de Haagse Conferentie geratificeerd, maar niet allemaal.[16]

Voorts stelt overeenkomstig artikel 32.8, lid 2, van de Overeenkomst '[e]lke Partij (…) alles in het werk wat redelijkerwijs mogelijk is om het Verdrag van Peking inzake audiovisuele uitvoeringen, dat op 24 juni 2012 te Peking is aangenomen, te ratificeren of ertoe toe te treden'. België heeft het verdrag ondertekend op 8 mei 2013, maar heeft het nog niet bekrachtigd.

---

[15] *Voetnoot 16 van het geciteerde advies:* Zie artikel 2.2, lid 2, a), van de Overeenkomst.

[16] *Voetnoot 17 van het geciteerde advies:* De gemachtigde verklaarde dienaangaande het volgende: "Wat betreft de verdragen inzake onderhoudsverplichtingen, is er geen enkel belang meer om deze teksten te ratificeren aangezien zij vervangen werden door het Verdrag inzake de internationale inning van levensonderhoud voor kinderen en andere familieleden van 23 november 2007.
Dit wordt uitdrukkelijk voorzien in het Verdrag van 2007: In relations between the Contracting States, this Convention replaces, subject to Article 56(2), the Hague Convention of 2 October 1973 on the Recognition and Enforcement of Decisions Relating to Maintenance Obligations and the Hague Convention of 15 April 1958 concerning the recognition and enforcement of decisions relating to maintenance obligations towards children in so far as their scope of application as between such States coincides with the scope of application of this Convention.
Het Protocol bevat dezelfde bepaling voor het toepasselijke recht: As between the Contracting States, this Protocol replaces the Hague Convention of 2 October 1973 on the Law Applicable to Maintenance Obligations and the Hague Convention of 24 October 1956 on the law applicable to maintenance obligations towards children.
Wat betreft het Verdrag inzake de wet welke van toepassing is op de aansprakelijkheid wegens producten van 2 oktober 1973, is deze aangelegenheid geregeld door de Verordening Rome II op het niveau van de EU waardoor België niet langer de bevoegdheid heeft om toe te treden tot dit Verdrag.
Tot slot, wat betreft het Verdrag van 15 april 1958 dat betrekking heeft op de bevoegdheid van het contractuele forum bij de internationale verkoop van roerende goederen (vrije vertaling (…)), dit verdrag werd ondertekend door 4 landen, waaronder België, maar door geen enkel land geratificeerd en is dus nooit in werking getreden. Deze materie wordt op het niveau van de EU geregeld door de Verordening BXL*bis* en België heeft dus evenmin nog de bevoegdheid om toe te treden tot dit verdrag."

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

Door de instemming met de Overeenkomst verbindt België zich ook ertoe informatie uit te wisselen over haar 'voortgang bij de ratificatie van de IAO-verdragen of -protocollen die door de IAO als up-to-date zijn aangemerkt en waarbij zij nog geen partij [is]'.[17] België is weliswaar partij bij de fundamentele en prioritaire IAO-verdragen, maar nog niet bij alle IAO-verdragen die als up-to-date zijn aangemerkt.[18]

7.2. Luidens artikel 2.3, lid 2, van de Overeenkomst werken de Partijen samen aan de bevordering en bescherming van de mensenrechten 'ook wat betreft de ratificatie en uitvoering van internationale mensenrechteninstrumenten'.

Te dien aanzien rijst de vraag wat dit engagement inhoudt en wat wordt bedoeld met 'internationale mensenrechteninstrumenten'. Het is raadzaam dit in de memorie van toelichting te preciseren.

7.3. Voor andere verdragen engageert België zich middels de Overeenkomst om deze na te leven zonder er zelf partij bij te zijn en zonder dat deze ter instemming aan de bevoegde wetgevende vergaderingen zijn voorgelegd. Dit is bijvoorbeeld het geval voor artikel 32.5, lid 1, van de Overeenkomst, waar wordt voorzien in de nationale behandeling inzake intellectuele eigendomsrechten, met inachtneming van de uitzonderingen waarin reeds is voorzien in het Verdrag 'betreffende de bescherming van de intellectuele eigendom inzake geïntegreerde schakelingen', aangenomen te Washington op 26 mei 1989. Dit verdrag is door België niet ondertekend, en België is er evenmin tot toegetreden. Volgens artikel 32.8, lid 1, e), van de Overeenkomst bevestigt elke Partij haar gehechtheid aan en houdt zich aan het Verdrag van Marrakesh 'tot bevordering van de toegang tot gepubliceerde werken voor personen die blind zijn, visueel gehandicapt of anderszins een leeshandicap hebben', aangenomen te Marrakesh op 27 juni 2013. België heeft dit verdrag ondertekend op 25 juni 2014, maar heeft het nog niet bekrachtigd. Luidens artikel 33.14, lid 4, a), van de Overeenkomst voert elke Partij de beginselen uit van, onder meer, de Overeenkomst van de Voedsel- en Landbouworganisatie van de VN (hierna: FAO) 'ter bevordering van de naleving van de internationale instandhoudings- en beheersmaatregelen door vissersvaartuigen op de volle zee, goedgekeurd in Rome op 24 november 1993' en van de FAO-overeenkomst 'inzake havenstaatmaatregelen om illegale, ongemelde en ongereglementeerde visserij te voorkomen, tegen te gaan en te beëindigen, goedgekeurd in Rome op 22 november 2009', en handelt elke partij naar die beginselen. België heeft beide verdragen niet ondertekend, is er geen partij bij. Ze werden dan ook niet bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

---

[17] *Voetnoot 18 van het geciteerde advies:* Zie artikel 33.16, lid 5, van de Overeenkomst.

[18] *Voetnoot 19 van het geciteerde advies:* Er zijn thans nog 18 actuele IAO-verdragen die België nog niet heeft geratificeerd: C078 - Medical Examination of Young Persons (Non-Industrial Occupations) Convention, 1946 (No. 78); C106 - Weekly Rest (Commerce and Offices) Convention, 1957 (No. 106); C110 - Plantations Convention, 1958 (No. 110); C118 - Equality of Treatment (Social Security) Convention, 1962 (No. 118); C131 - Minimum Wage Fixing Convention, 1970 (No. 131); C135 – Workers' Representatives Convention, 1971 (No. 135); C137 - Dock Work Convention, 1973 (No. 137); C142 - Human Resources Development Convention, 1975 (No. 142); C143 - Migrant Workers (Supplementary Provisions) Convention, 1975 (No. 143); C152 - Occupational Safety and Health (Dock Work) Convention, 1979 (No. 152); C157 - Maintenance of Social Security Rights Convention, 1982 (No. 157); C160 - Labour Statistics Convention, 1985 (No. 160); C169 - Indigenous and Tribal Peoples Convention, 1989 (No. 169); C173 - Protection of Workers' Claims (Employer's Insolvency) Convention, 1992 (No. 173); C183 - Maternity Protection Convention, 2000 (No. 183); C185 – Seafarers' Identity Documents Convention (Revised), 2003 (No. 185); C188 - Work in Fishing Convention, 2007 (No. 188); C191 - Safe and Healthy Working Environment (Consequential Amendments) Convention, 2023 (No. 191); P081 - Protocol of 1995 to the Labour Inspection Convention, 1947; P089 - Protocol of 1990 to the Night Work (Women) Convention (Revised), 1948; P110 - Protocol of 1982 to the Plantations Convention, 1958 en P155 - Protocol of 2002 to the Occupational Safety and Health Convention, 1981 (bron: http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:11210:0::NO:11210:P11210_COUNTRY_ID:102560).

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

Luidens artikel 167, §§ 2 en 3, van de Grondwet, hebben verdragen eerst gevolg nadat zij de instemming van de Kamer van volksvertegenwoordigers of van de deelstaatparlementen hebben verkregen. De voormelde bepalingen van de Overeenkomst kunnen dan ook niet zo worden begrepen dat de erin vermelde verdragen daardoor in hun geheel bindend worden voor de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten. Er anders over oordelen zou er immers toe leiden dat het in de Grondwet vervatte instemmingsvereiste wordt uitgehold.

Dat neemt niet weg dat in zoverre de voormelde bepalingen van de Overeenkomst ertoe zouden kunnen leiden dat in die verdragen vervatte materiële rechtsregels moeten worden toegepast in de Belgische rechtsorde, het aanbeveling verdient dat die verdragen worden geratificeerd, nadat de bevoegde wetgevende vergaderingen hiervoor hun instemming hebben verleend. Op die manier kunnen die verdragen zelf volledig gevolg hebben, en worden ze bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.[19]

8.1. Diverse bepalingen van de Overeenkomst schrijven voor dat de Partijen in dialoog treden en overleg plegen over de meest uiteenlopende aangelegenheden. In de Overeenkomst wordt daarnaast voorzien in de oprichting van een Gezamenlijke Raad (artikel 40.1 van de Overeenkomst), die onder meer bevoegd is om in gezamenlijk overleg besluiten vast te stellen in de gevallen waarin de Overeenkomst voorziet. Die besluiten zijn 'bindend voor de Partijen, die de nodige maatregelen treffen voor de uitvoering van die besluiten' (artikel 40.1, lid 4, van de Overeenkomst). Er wordt ook voorzien in de oprichting van een Gemengd Comité, dat de Gezamenlijke Raad bijstaat bij de uitoefening van zijn taken en de bevoegdheid heeft om bindende besluiten vast te stellen in de gevallen waarin de Overeenkomst voorziet of in aangelegenheden die hem door de Gezamenlijke Raad worden gedelegeerd (artikel 40.2 van de Overeenkomst), van een Subcomité voor Ontwikkeling en internationale samenwerking (artikel 40.3, lid 1, van de Overeenkomst) en elf specifieke subcomités voor deel III van de Overeenkomst (artikel 40.3, lid 2, van de Overeenkomst). De Gezamenlijke Raad of het Gemengd Comité kan een besluit tot oprichting van een extra comité of ander orgaan vaststellen (artikel 40.3, lid 3, van de Overeenkomst). Het Subcomité Diensten en Investeringen en het Subcomité Financiële Diensten kunnen besluiten nemen die bindend zijn voor de Partijen (artikel 40.3, lid 10, van de Overeenkomst). Er worden ook een Gemengd Parlementair Comité (artikel 40.4 van de Overeenkomst), een forum voor het maatschappelijk middenveld (artikel 40.7) en deskundigenpanels (artikel 33.22 van de Overeenkomst en artikel 18 van het Protocol) opgericht.

8.2. Gelet op het gemengde karakter van de Overeenkomst kunnen die mechanismen van dialoog, overleg en raadpleging ook betrekking hebben op aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de gemeenschappen en de gewesten behoren, zodat bijzondere afspraken zullen moeten worden gemaakt over de vertegenwoordiging en de betrokkenheid van alle overheden bij de standpuntbepaling wanneer die mechanismen worden toegepast.[20]

[19] *Voetnoot 20 van het geciteerde advies:* Te dien aanzien moet eraan worden herinnerd dat het Hof van Cassatie heeft geoordeeld dat verdragen niet aan particulieren kunnen worden tegengeworpen zolang ze niet integraal zijn bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*: Cass. 11 december 1953, *Pas.* 1954, I, 298; Cass. 19 maart 1981, *JT* 1982, 565-567, noot VERHOEVEN J. Het probleem van het gebrek aan bekendmaking stelt zich overigens ook ten aanzien van de Oeso-richtsnoeren vermeld in de artikelen 5.3, lid 2, 17.24, lid 1, 29.5, lid 1, en 33.3, lid 2, b), en 3, van de Overeenkomst.

[20] *Voetnoot 21 van het geciteerde advies:* Vgl. artikel 81, § 6, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen'.

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

Met betrekking tot organen opgericht door of krachtens een samenwerkingsovereenkomst gesloten door de Europese Unie en haar lidstaten, *in casu* in de vorm van een Gemengd Comité, wees de afdeling Wetgeving in advies 53.978/VR op het volgende:

'In dit verband moet in herinnering worden gebracht dat het noodzakelijk is om binnen België ook in de nodige procedures te voorzien om de Belgische standpuntbepaling en vertegenwoordiging in het voornoemde Gemengd Comité en het bij artikel 28 opgerichte subcomité te organiseren met respect voor de Belgische bevoegdheidsverdelende regels.

De vertegenwoordiging en de standpuntbepaling namens België dienen overeenkomstig artikel 92*bis*, § 4*bis*, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' in een samenwerkingsakkoord te worden geregeld.

De huidige samenwerkingsakkoorden van 8 maart 1994[21] bieden geen voldoende juridische basis voor deze vertegenwoordiging en standpuntbepaling aangezien ze enkel betrekking hebben op de vertegenwoordiging in de Raad van de Europese Unie. De betrokken samenwerkingsakkoorden kunnen niet zo maar bij analogie worden toegepast, nu het Gemengd Comité weliswaar formeel een exponent is van de externe betrekkingen van de Europese Unie, maar materieel ook uitdrukkelijk voor aangelegenheden bevoegd is die tot de bevoegdheid van de lidstaten behoren,[22] die in de Belgische bevoegdheidsverdeling vervolgens ook behoren tot de (exclusieve) bevoegdheden van de gemeenschappen en de gewesten.

Zolang ervoor niet in een voldoende juridische basis bij samenwerkingsakkoord is voorzien, dienen de vertegenwoordiging en de standpuntbepaling namens België in het Gemengd Comité en in het subcomité overeenkomstig het bepaalde in artikel 92*bis*, § 4*bis*, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 het voorwerp uit te maken van een overleg tussen de betrokken regeringen.'[23]

8.3. Weliswaar is het zo dat de coördinatie van de standpuntbepaling van de Europese Unie en haar lidstaten in aangelegenheden die tot de gemengde bevoegdheid van de Europese Unie en haar lidstaten behoren, in de praktijk plaatsvindt binnen de Raad van Ministers van de Europese Unie, en dat de coördinatie van de Belgische standpuntbepaling hiervoor plaatsvindt overeenkomstig de regels voor de standpuntbepaling wat betreft EU-aangelegenheden in de Raad van Ministers.

---

[21] *Voetnoot 22 van het geciteerde advies:* Voetnoot 2 van het aangehaalde advies: Samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten 'met betrekking tot de vertegenwoordiging van het Koninkrijk België in de Ministerraad van de Europese Unie', en samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie 'met betrekking tot de vertegenwoordiging van het Koninkrijk België in de Ministerraad van de Europese Unie'.

[22] *Voetnoot 23 van het geciteerde advies:* Voetnoot 3 van het aangehaalde advies: Zie artikel 62 van de kaderovereenkomst.

[23] *Voetnoot 24 van het geciteerde advies:* Adv.RvS 53.978/VR van 7 november 2013 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van 4 april 2014 'houdende instemming met de kaderovereenkomst inzake een partnerschap en samenwerking tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en Mongolië, anderzijds, ondertekend in Ulaanbaatar op 30 april 2013', *Parl.St.* Vl.Parl. 2013-14, nr. 2455/1, 37-38, opmerking 3.2.

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

Niettemin moet erop worden gewezen dat de beslissingen in de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de lidstaten behoren, juridisch gezien niet door de Raad van Ministers worden genomen, maar door de vertegenwoordigers van de regeringen van de lidstaten in de Raad verenigd.[24] Hoewel dit in de praktijk misschien eerder uitzonderlijk is, is het niet uitgesloten dat lidstaten in aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren, in de organen opgericht door of krachtens een samenwerkingsovereenkomst, alsnog nationale standpunten innemen.

Het ontbreken van een regeling ter zake overeenkomstig artikel 92*bis*, § 4*bis*, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' kan dan ook tot problemen aanleiding geven. Indien er een consensus zou bestaan tussen de bevoegde overheden om het samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 'tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, met betrekking tot de vertegenwoordiging van het Koninkrijk België in de Ministerraad van de Europese Unie' in deze aangelegenheden naar analogie toe te passen, dan wordt het samenwerkingsakkoord het best aangepast om het toepassingsgebied ervan in die zin uit te breiden.[25]

9.1. Voorts moet worden vastgesteld dat in de Overeenkomst machten worden overgedragen aan een supranationale instelling. Zo worden de Gezamenlijke Raad, het Gemengd Comité en sommige gespecialiseerde subcomités de bevoegdheid verleend om besluiten te nemen die bindend zijn voor de Partijen en de Overeenkomst voorziet in bindende geschillenbeslechtingsmechanismen.[26] Er is geen reden om aan te nemen dat daarbij de grenzen van artikel 34 van de Grondwet worden overschreden.

Een dergelijke overdracht impliceert in beginsel althans meteen ook een aanvaarding van de bindende kracht van toekomstige besluiten die de Gezamenlijke Raad, het Gemengd Comité, de subcomités of de organen voor bindende geschillenbeslechting binnen de grenzen van de Overeenkomst zullen nemen, zonder dat er nog bijkomend expliciet vooraf mee moet worden ingestemd.

9.2. Dit is evenwel anders daar waar de Gezamenlijke Raad of de voormelde comités, middels een besluit, de tekst aannemen die de thans voorliggende Overeenkomst formeel wijzigt. Overeenkomstig artikel 167, §§ 2 en 3, van de Grondwet hebben verdragen, evenals hun wijzigingen slechts gevolg nadat deze de instemming van alle betrokken parlementen hebben verkregen.

---

[24] *Voetnoot 25 van het geciteerde advies:* CORTHAUT T. en VAN EECKHOUTTE D., 'Legal Aspects of EU Participation in Global Environmental Governance under the UN Umbrella' in WOUTERS J. e.a. (eds.), *The European Union and Multilateral Governance. Assessing EU Participation in United Nations Human Rights and Environmental Fora*, Palgrave, 2012, (145) 152.

[25] *Voetnoot 26 van het geciteerde advies:* Er kan aan herinnerd worden dat de algemene vergadering van de afdeling Wetgeving van de Raad van State er reeds in advies 53.932/AV op gewezen heeft dat dit samenwerkingsakkoord op verschillende punten lacunair en achterhaald is, onder meer door wijzigingen aan het institutionele kader van de Europese Unie doorgevoerd door het Verdrag van Lissabon (adv.RvS 53.932/AV van 27 augustus 2013 over een voorstel dat geleid heeft tot de bijzondere wet van 6 januari 2014 'met betrekking tot de Zesde Staatshervorming', *Parl.St.* Senaat 2012-13, nr. 5-2232/3, 50, voetnoot 1).

[26] *Voetnoot 27 van het geciteerde advies:* Zie onder meer de artikelen 17.25 tot 17.57, 33.20 tot 33.22, 34.6 en 38.1 tot 38.34 van de Overeenkomst.

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

Zo kan krachtens artikel 41.6, lid 2, van de Overeenkomst 'de Gezamenlijke Raad in de gevallen bedoeld in artikel 8.5, lid 1, punt a), en in artikel 41.9, lid 5, besluiten tot wijziging van deze overeenkomst vaststellen'. Bij het bepalen van de datum van inwerkingtreding van deze besluiten zal, onder voorbehoud van opmerking 9.3, erop moeten worden toegezien dat de inwerkingtreding slechts kan plaatsvinden voor zover en pas nadat de parlementaire instemming in overeenstemming met artikel 167, §§ 2 en 3, van de Grondwet werd verleend door alle betrokken parlementen.

9.3. In het voor advies voorgelegde voorontwerp van decreet wordt ook niet voorzien in de voorafgaande instemming met dergelijke toekomstige wijzigingen. In zoverre deze wijzigingen betrekking kunnen hebben op bevoegdheden van de lidstaten, rijst de vraag of niet het best alsnog wordt voorzien in een voorafgaande instemming met bepaalde wijzigingen die volgens de Overeenkomst overeenkomstig een vereenvoudigde procedure tot stand komen. Bij gebrek aan een voorafgaande instemming zal het Vlaams Parlement immers uitdrukkelijk zijn instemming moeten verlenen met elk van deze later doorgevoerde wijzigingen aan de Overeenkomst.

Zo'n voorafgaande instemming door de wetgever met toekomstige wijzigingen is mogelijk, mits aan bepaalde voorwaarden is voldaan. Zo stelde de algemene vergadering van de afdeling Wetgeving van de Raad van State in advies 37.954-37.970-37.977-37.978/AV van 15 februari 2005 het volgende:[27]

'Zowel het Hof van Cassatie[28] als de afdeling Wetgeving van de Raad van State[29] aanvaarden dat onder bepaalde voorwaarden de wetgevende vergaderingen vooraf kunnen instemmen met een verdrag of met een wijziging van een verdrag. Opdat zulke voorafgaande instemming verenigbaar zou zijn met artikel 167, §§ 2 tot 4, van de Grondwet en met artikel 16 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, moet aan twee voorwaarden worden voldaan: met name is vereist dat de Wetgevende Kamers en desgevallend de Gemeenschaps- en Gewestparlementen de grenzen

[27] *Voetnoot 28 van het geciteerde advies:* Adv.RvS 37.954-37.970-37.977-37.978/AV van 15 februari 2005 over:
– een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest van 9 juni 2006 'houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa en de Slotakte, ondertekend in Rome op 29 oktober 2004' (37.954/AV) (*Parl.St.* Vl.Parl. 2004-05, nr. 358/1, 64);
– een voorontwerp dat heeft geleid tot de ordonnantie van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 23 juni 2005 'houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa, en met de Slotakte, gedaan te Rome op 29 oktober 2004' (37.970/AV) (*Parl.St.* Ver.Verg.Gem.Gem.Comm. 2004-05, nr. B-30/1, 25);
– een voorontwerp dat heeft geleid tot de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 23 juni 2005 'houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa, en met de Slotakte, gedaan te Rome op 29 oktober 2004' (37.977/AV) (*Parl.St.* Br.Parl. 2004-05, nr. A-128/1, 25);
– een voorontwerp van wet 'houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa, en met de Slotakte, gedaan te Rome op 29 oktober 2004' (37.978/AV) (*Parl.St.* Senaat 2004-05, nr. 3-1091/1, 539).

[28] *Voetnoot 29 van het geciteerde advies:* Voetnoot 35 van het aangehaalde advies: Cass. 19 maart 1981, *Arr. Cass.* 1980-1981, 808; *JT* 1982, 565, en noot J. VERHOEVEN; Cass. 2 mei 2002, nr. C.99.0518.N.

[29] *Voetnoot 30 van het geciteerde advies:* Voetnoot 36 van het aangehaalde advies: Zie o.m. advies nr. 33.510/3 van 28 mei 2002 over een voorontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan de wet van 17 december 2002 houdende instemming met het Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, en met de Bijlagen I en II, gedaan te Aarhus op 25 juni 1998 (*Parl.St.*, Senaat, 2001-2002, nr. 2-1235/1, blz. 48); advies 35.792/2/V van 20 augustus 2003 over het voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het decreet van 27 november 2003 houdende instemming met het Verdrag inzake persistente organische verontreinigende stoffen, gesloten te Stockholm op 22 mei 2001, alsmede met de Bijlagen erbij (*Parl.St.*, W.G.R., 2003/2004, nr. 575/1, blz. 10); advies 36.170/1 van 11 december 2003 over het voorontwerp van wet houdende instemming met de Overeenkomst betreffende de sociale zekerheid tussen het Koninkrijk België en de Republiek Kroatië, ondertekend te Brussel op 31 oktober 2001 (*Parl.St.*, Senaat, 2004-2005, nr. 957/1).

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

van de toekomstige wijzigingen kennen[30] en dat ze uitdrukkelijk aangeven dat ze met die wijzigingen instemmen.'

De hiervoor vermelde wijzigingen lijken voldoende specifiek opdat aan de eerste voorwaarde zou zijn voldaan. Niettemin zou de tekst van het voorontwerp van decreet dan wel moeten worden aangepast door erin een bepaling op te nemen waarmee de decreetgever uitdrukkelijk instemt met dergelijke toekomstige wijzigingen aan de Overeenkomst.

Het voorgaande neemt niet weg dat het Vlaams Parlement het eventueel oneens zou kunnen zijn met die wijzigingen. Om het Vlaams Parlement de mogelijkheid te bieden aan de regering duidelijk te maken dat zij het niet eens is met een bepaalde wijziging, zou het voorontwerp het best worden aangevuld met een bepaling die de regering verplicht elke wijziging of aanpassing die overeenkomstig die bepalingen is goedgekeurd, binnen een bepaalde termijn aan het Vlaams Parlement mee te delen.[31]

10.1. Het gegeven dat met een wijziging op een stilzwijgende, voorwaardelijke wijze is ingestemd door het Vlaams Parlement, houdt geen afwijking in van de verplichting die voortvloeit uit artikel 190 van de Grondwet, artikel 8 van de wet van 31 mei 1961 'betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen' en artikel 56 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 om die wijziging in het *Belgisch Staatsblad* bekend te maken opdat ze uitwerking zou hebben in het interne recht.

Artikel 190 van de Grondwet bepaalt dat alleen de wetgever bevoegd is om de vorm te bepalen waarin de wetten en verordeningen moeten worden bekendgemaakt opdat ze verbindend worden. Volgens het Hof van Cassatie geldt die grondwetsbepaling naar analogie voor internationale akten. Het Hof heeft immers geoordeeld dat verdragen niet aan particulieren kunnen worden tegengeworpen zolang ze niet integraal zijn bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.[32]

10.2. Dit geldt tevens voor regels van afgeleid internationaal recht zoals bijvoorbeeld de besluiten van de Gezamenlijke Raad, het Gemengd Comité en subcomités. Bij gebrek aan bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* zullen ze niet tegenstelbaar zijn aan particulieren, behoudens indien ze het voorwerp hebben uitgemaakt van een andere bij wet of verdrag voorziene wijze van officiële bekendmaking.[33]

---

[30] *Voetnoot 31 van het geciteerde advies:* Voetnoot 37 van het aangehaalde advies: Zie inzonderheid de adviezen waarnaar in de vorige voetnoot wordt verwezen.

[31] *Voetnoot 32 van het geciteerde advies:* Voor de formulering van zulk een bepaling kan inspiratie worden gezocht in bv. de artikelen 3 en 4 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest van 4 april 2014 'houdende instemming met het Aanvullend Protocol van Nagoya-Kuala Lumpur inzake aansprakelijkheid en schadeloosstelling bij het Protocol van Cartagena inzake bioveiligheid, gedaan te Nagoya op 15 oktober 2010' en de artikelen 3 en 4 van het decreet van het Vlaamse Gewest van 25 april 2014 'houdende instemming met het Europees verdrag inzake het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de binnenwateren (ADN), opgemaakt in Genève op 26 mei 2000, en met de geactualiseerde voorschriften ADN 2013'. Zie in dezelfde zin: adv.RvS 59.894/1/V van 26 augustus 2016 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 13 mei 2017 'houdende instemming met de Versterkte partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en de Republiek Kazachstan, anderzijds, gedaan te Astana op 21 december 2015' (*Parl.St.* Kamer 2016-17, nr. 54-2311/1, 20-29).

[32] *Voetnoot 33 van het geciteerde advies:* Cass. 11 december 1953, *Pas.* 1954, I, 298; Cass. 19 maart 1981, *J.T.* 1982, 565-567, noot VERHOEVEN J.

[33] *Voetnoot 34 van het geciteerde advies:* Zie bv. adv.RvS 57.108/VR van 10 maart 2015 over een voorontwerp van wet 'houdende instemming met de Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Democratische Republiek Congo betreffende het luchtvervoer, opgemaakt te Kinshasa op 2 februari 2013', *Parl.St.* Kamer 2017-18, nr. 54-3039/1, 17-18, opmerking 5.

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

11. Artikel 41.5, lid 2, van de Overeenkomst voorziet in de mogelijkheid voor de Partijen om deze overeenkomst geheel of gedeeltelijk voorlopig toe te passen overeenkomstig hun respectieve interne procedures.

Gevraagd of de voorlopige toepassing ook betrekking kan hebben op aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de lidstaten van de Europese Unie behoren en of wat België betreft een voorafgaande bekrachtiging vereist is vooraleer de Overeenkomst voorlopig kan worden toegepast, antwoordde de gemachtigde:

'De voorliggende overeenkomst kan voorlopig worden toegepast met inachtneming van de kennisgevingen waarin deze voorziet. Ik verwijs hierbij graag naar artikel 4 van het Besluit van de Raad (EU) 2024/1758 van 4 december 2023 betreffende de ondertekening, namens de Europese Unie, en de voorlopige toepassing van de Geavanceerde Kaderovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en de Republiek Chili, anderzijds. Voorafgaande bekrachtiging is vereist om de overeenkomst voorlopig toe te passen.'

Gelet op het antwoord van de gemachtigde kan de voorlopige toepassing van de Overeenkomst worden aanvaard.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

12. De gezamenlijke verklaring[34] en de gezamenlijke interpretatieve verklaring[35] zijn weliswaar aan de Overeenkomst gehecht en vormen de uitdrukking van een overeenstemming tussen de Partijen bij het sluiten van de Overeenkomst, maar maken geen integrerend onderdeel uit van deze Overeenkomst.

De beste manier om de rechtszekerheid voor de burgers te waarborgen en zich ervan te vergewissen dat het Vlaams Parlement dit instrument heeft goedgekeurd, bestaat erin om naar dit instrument te verwijzen in het dispositief van het instemmingsdecreet, en niet enkel in de memorie van toelichting. Artikel 2 van het dispositief moet dienovereenkomstig worden aangevuld, zodat ook uitdrukkelijk met de gezamenlijke verklaring en de gezamenlijke interpretatieve verklaring wordt ingestemd."

2. Die opmerkingen gelden *mutatis mutandis* ook in het kader van het onderzoek van het voorontwerp van wet houdende instemming met dezelfde overeenkomst.[36]

[34] *Voetnoot 35 van het geciteerde advies:* De gezamenlijke verklaring over de bepalingen inzake handel en duurzame ontwikkeling die zijn opgenomen in de geavanceerde kaderovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en de Republiek Chili, anderzijds.

[35] *Voetnoot 36 van het geciteerde advies:* De gezamenlijke interpretatieve verklaring over de bepalingen inzake investeringsbescherming die zijn opgenomen in de geavanceerde kaderovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en de Republiek Chili, anderzijds.

[36] Zie in dezelfde zin advies 77.646/4 van 12 mei 2025 over een voorontwerp van decreet van de Franse Gemeenschap, de adviezen 77.857/4 en 77.858/4 van 14 juli 2025 over twee voorontwerpen van decreet van het Waalse Gewest (gewestelijke materies en materies waarvan de uitoefening door de Franse Gemeenschap is overgedragen) en advies 77.991/2/V van 27 augustus 2025 over een voorontwerp van decreet van de Duitstalige Gemeenschap houdende instemming met dezelfde overeenkomst.

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡

3. Artikel 3 van het voorontwerp strekt ertoe, met toepassing van artikel 8.5, lid 1, a), en artikel 41.9, lid 5, voorafgaand instemming te verlenen aan de wijzigingen van de overeenkomst waartoe de Gezamenlijke Raad besloten heeft. Om de redenen die in de opmerkingen 9.2 en 9.3 van advies 77.467/VR uiteengezet zijn, kan die bepaling aanvaard worden, maar zou ze moeten worden aangevuld overeenkomstig opmerking 9.3, *in fine*, van dat advies.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER	LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER
Anne-Catherine VAN GEERSDAELE	Bernard BLERO

‡LW-BFKZMDDCA-HICCEVT‡